

GUYSEN

ISRAEL NEWS

« La défense des intérêts de l'Etat d'Israël en France » de Marc Hecker

Par **Véronique Chemla** pour **Guysen International News**

22 juin 2008 22:21



Les éditions L'Harmattan publient un livre de Marc Hecker *La défense des intérêts de l'Etat d'Israël en France*, version revue et corrigée d'un mémoire universitaire soutenu à la Sorbonne. Ce livre court et dense aborde avec honnêteté des questions sensibles : Qui défend l'Etat d'Israël dans la république française ? Et comment ?

Diplômé de l'Institut d'Etudes politiques de Strasbourg, Marc Hecker est doctorant au Centre de recherches politiques de la Sorbonne.

Assistant de recherche à l'Institut français des relations internationales (IFRI) (1), il a publié notamment *La presse française et la première guerre du Golfe* (L'Harmattan, 2003).

Dans *La défense des intérêts de l'Etat d'Israël en France*, il se livre à une étude originale, sans *a priori*, citant des sources palestiniennes et pro-Israéliennes.

Et nous livre un « état des lieux » à partir d'une enquête afin de déterminer qui fait quoi, comment et avec quelle efficacité pour défendre les intérêts de l'Etat d'Israël en France.

Des actions dans le respect de la république et l'amour d'Israël

Son livre est composé de deux parties alimentées par des lectures de livres et de la presse, ainsi que par les interviews de 12 personnalités : responsables communautaires, diplomates, hommes politiques.

Après quelques précisions terminologiques, Marc Hecker présente un historique des relations entre la France et l'Etat d'Israël, puis, il décrit ces défenseurs et leurs modes d'interventions dans le respect de la République. Ces intérêts sont bien difficiles à appréhender et l'auteur insiste essentiellement sur ceux politiques. Ce qui l'amène à négliger le rôle de certains acteurs, dont la Chambre de commerce France Israël (CCFI).

Affleure un problème lié à la définition des intérêts d'Israël - pour partie immuables, et pour partie fluctuant en fonction de divers paramètres (politiques, stratégiques, etc.) – et à leur perception en Israël et en France selon l'époque et les dirigeants.

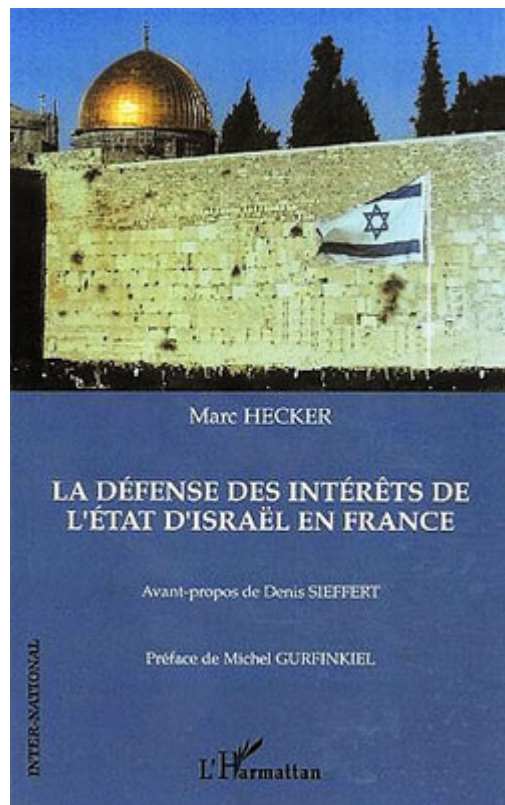
Essayons de les cerner. Ces intérêts supposent la défense du principe de l'existence de l'Etat juif, dans des frontières sûres. Ils comprennent aussi celle de l'image de l'Etat d'Israël ternie par des médias. Ils incluent aussi une meilleure compréhension des actions du gouvernement israélien.

Contrairement à l'allégation de Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques), et à la différence des Etats-Unis, il n'y a pas de « lobby pro-Israélien » en France. Seule l'UPJF (Union des patrons et professionnels juifs français) se présente comme un lobby. En tout cas, Marc Hecker récusé ce terme en raison de « l'imaginaire obscur auquel il est susceptible de renvoyer ».

Qui sont ces défenseurs institutionnels ? Bien sûr l'ambassade d'Israël en France. Parmi les associations juives françaises citées, émerge le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), porte-parole politique de la communauté. A ses côtés : l'ADELMAD (Association des élus amis d'Israël), l'association France Israël, le B'nai B'rith France, Le Consistoire central de France, Medbridge (2), SIONA, l'UEJF (Union des étudiants juifs de France), la WIZO (Organisation féminine sioniste)...



Sans oublier au Parlement, les groupes d'amitié France-Israël. Ces associations communautaires forment un ensemble hétérogène, parfois critique à l'égard de la politique du



gouvernement israélien, mais toujours profondément attaché à l'Etat juif. Elles insistent sur leur citoyenneté française et leur volonté de respecter les gouvernements israéliens, émanation démocratique de leurs concitoyens. L'auteur n'évite pas les divergences parmi ces défenseurs, par exemple sur l'« initiative de Genève ».

Et l'ambassade d'Israël dans tout cela ? Elle s'efforce de ne pas se laisser instrumentaliser par ces défenseurs sans le soutien desquels elle ne peut agir efficacement.

Comment agissent les défenseurs, juifs et non-juifs, de l'Etat d'Israël ? Par les dialogues, des manifestations, des communiqués, des conférences, des articles dans la presse, des rencontres parfois informelles avec des interlocuteurs divers – politiciens, journalistes, décideurs, etc. -, et en informant, c'est-à-dire en présentant la vérité : Israël est un Etat démocratique, respectueux des droits et libertés, partageant avec la France des valeurs, des principes et certains intérêts communs, notamment face au terrorisme islamiste, et luttant pour sa survie depuis sa recréation au sein d'un environnement majoritaires hostile, dans un conflit existentiel.

Et quoi de mieux qu'un voyage au Proche-Orient pour que politiciens et journalistes se rendent compte par eux-mêmes, libres d'interroger les décideurs, de la réalité de l'Etat juif au Proche-Orient, notamment de sa faible superficie et de l'étroitesse de la distance entre la côte méditerranéenne et le Jourdain ?

L'efficacité de ces actions de défense des intérêts d'Israël ? Elle est variable. Certains, dont le général Michel Darmon, alors président de l'association France Israël/Alliance général Koenig, se heurtent au roc de la politique arabe de la France et au traitement partial du conflit au Proche-Orient par des médias français.

A Marc Hecker qui s'étonne de l'absence de synergie induite par un éparpillement d'actions ou un par « manque de coordination », le Dr Yves-Victor Kamami (3), ancien président du B'nai B'rith France, répond : « C'est comme ça. Pour trois juifs, vous avez quatre synagogues ! »

Des situations embarrassantes

Ces défenseurs des intérêts d'Israël se trouvent parfois en porte-à-faux avec les dirigeants israéliens quand ceux-ci opèrent des revirements à 180°C de leur ligne politique. Quelques exemples.

Quand le gouvernement israélien a opté pour les accords d'Oslo (4) – l'OLP terroriste devenant un « partenaire pour la paix », le CRIF, qui avait critiqué la visite à Paris du terroriste Yasser Arafat, a invité à son dîner annuel la représentante de l'OLP à Paris, Leïla Shahid.

Quand il conclut une trêve avec le Hamas en juin 2008 ou négocie avec la Syrie (5), il fragilise les efforts de ses défenseurs exhortant le gouvernement français à ne pas dialoguer avec un mouvement terroriste ou à ne pas inviter au défilé du 14 juillet le président syrien Bachar al Assad (6).

L'affaire al-Dura illustre aussi un hiatus entre les défenseurs de la vérité en France et une partie des dirigeants ou diplomates israéliens refusant ou ne percevant pas toute l'importance de révéler Pallywood et de douter de l'authenticité des images emblématiques de l'Intifada II diffusées par France 2 lors de son JT du 30 septembre 2000, commentées par son correspondant à Jérusalem, Charles Enderlin, sur des images du cameraman palestinien Talal Abu Rahma. A cet égard, la récente tribune de l'historien Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, est très éclairante (7).

Contée par Me Théo Klein, une anecdote laisse perplexe. « En mai 1989, la communauté juive française s'est vivement opposée à la venue de Yasser Arafat à Paris ». Une opposition sous-estimée par l'entourage du Président de la République François Mitterrand. Jacques Attali, conseiller de ce dernier, téléphone à Me Théo Klein, alors président du CRIF. Il était « très embêté ». Peu après, Me Théo Klein lui « envoie un petit mot » lui suggérant que le Président écrive « une lettre du genre... Et puis je lui mets un texte, notamment : 'Ecouter quelqu'un, ce n'est pas forcément l'approuver'. Quelques jours plus tard, je reçois une lettre signée du Président de la République qui était ce texte ».

Récemment, un article paru dans la presse arabe a suscité des questions dans *FrontPage Magazine* sur le rôle de Valérie Hoffenberg, responsable du bureau parisien de l'American Jewish Committee (AJC), une association juive américaine majeure (8).

Citant des sources françaises, le journal en langue arabe et basé à Londres, Elaph.com (9), a relaté la visite le 12 juin 2008, de Valérie Hoffenberg, « envoyée du Président français », dans les territoires disputés. En compagnie notamment d'Allan Rame, consul de France, elle y a préparé la venue de Nicolas Sarkozy dans une future zone industrielle française à Bethlehem afin de relancer l'économie palestinienne (10).

Cet article conclut sur les demandes de « l'envoyée française » auprès des autorités israéliennes, notamment pour « faciliter la circulation à Bethlehem », ce qui selon *FrontPage Magazine* suppose « la levée de barrages israéliens érigés pour prévenir les attentats terroristes contre les Juifs » (11). Et *FrontPage Magazine* d'interroger : « Qui représente l'AJC : les Juifs, le gouvernement français ou les Arabes ? [Valérie Hoffenberg] était-elle en mission pour le gouvernement français, l'Autorité palestinienne ou l'AJC ? » De quoi laisser dubitatif sur un éventuel conflit d'intérêts.

La discrétion revendiquée par Valérie Hoffenberg trouve là une exception notable sur laquelle il serait bon que



l'AJC et sa représentante à Paris s'expliquent.

Le 25 juin 2008, Valérie Hoffenberg a déclaré à GIN : « Contrairement aux affirmations de ces articles, je n'ai pas demandé la levée de barrages. J'ai obtenu que cette zone industrielle française se trouve en zone A, c'est-à-dire sous contrôle palestinien. J'ai agi avec l'accord du Président Shimon Peres, des ministères israéliens des Affaires étrangères, de la Défense et des Infrastructures. L'AJC a des relations dans le monde arabe, tant au niveau politique qu'économique ».

GIN a interrogé l'ambassade d'Israël en France pour avoir confirmation des dires de Valérie Hoffenberg.

Il eût été judicieux pour Marc Hecker d'évoquer Osirak plus tôt dans le livre, notamment en 1981.

L'oubli de l'attentat terroriste palestinien commis le 9 août 1982 dans la rue des Rosiers, dans un quartier parisien réputé juif (*Pletzl*), surprend. Dans les heures qui l'ont suivi, des habitants y ont proféré des slogans hostiles au Président François Mitterrand et aux médias : « Mitterrand, journalistes, assassins ! Mitterrand complice ! Mitterrand trahison ! » (12) Ce qui indique une tension précoce dans les relations entre ce Président et une partie de ses concitoyens.

Quant à « l'appel d'Ariel Sharon » incitant en 2004 les juifs français à effectuer leur aliyah très vite, il aurait gagné à être contextualisé : c'est un *leit-motiv* sioniste des dirigeants israéliens.

On peut regretter que Marc Hecker occulte le rôle de groupes chrétiens ou de certaines associations juives, comme les Conseils des communautés juives qui, en Ile-de-France, visent notamment à promouvoir les intérêts d'Israël par leur vigilance à l'égard de manifestations pro-palestiniennes diffamant cet Etat.

Hormis ces réserves minimes, le livre de Marc Hecker se lit aisément et avec un grand intérêt.

(1)

http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/equipe/les_chercheurs_1031843864711/publi_P_cv_hecker_1119432946269

(2) <http://www.medbridge.org/showpage.php/fr/1/1/page.html>

(3) Yves-Victor Kamami, *Le Onzième templier*. Bibliophane, 2006.

(4) Joel Fishman et Ephraïm Karsh, *La guerre d'Oslo*. Ed. de Passy, 2005. 257 pages. ISBN-13 : 978-2351460009

(5) Caroline Glick, *Israel's darkest week*, 19 juin 2008, [http://www.jpost.com/servlet/Satellite?](http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1213794285097&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull)

[cid=1213794285097&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull](http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1213794285097&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull)

Communiqué de l'ambassade d'Israël en France, *Le cessez-le-feu est juste une tactique*, 18 décembre 2006, <http://paris1.mfa.gov.il/mfm/Data/106162.html>

(6) *Le CRIF contre l'invitation d'Assad au 14 juillet*, 16 juin 2008, <http://www.crif.org/?>

[page=articles_display/detail&aid=11372&returnto=accueil/main&artyd=9](http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=11372&returnto=accueil/main&artyd=9)

(7) Elie Barnavi, *L'honneur du journalisme, Marianne*, 7 au 13 juin 2008, <http://www.upjf.org/actualiees-upjf/article-14334-145-7-lhonneur-journalisme-elie-barnavi-propos-laffaire-al-dura.html>

Véronique Chemla, *L'arrêt de la Cour d'appel de Paris relaxant Philippe Karsenty tance sévèrement France 2 et Charles Enderlin*, 24 mai 2008, <http://www.guysen.com/articles.php?sid=7235>

(8) <http://www.ajc.org>

« The American Jewish Committee is a leading international think tank and advocacy organization that uses education and diplomacy to build support for Israel. Topping AJC's list of concerns is backing for Israel's quest for peace and security and the treatment of Israel at the United Nations », à

http://www.ajc.org/site/c.ijlT12PHKoG/b.835973/k.D3B7/Israel__Middle_East.htm

AJC-CMIP Report: Scant Progress in Revising Palestinian Textbooks, 20 mars 2008,

http://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=ijlT12PHKoG&b=2818289&content_id={F6B49727-A854-49B3-BC0D-6D798B91B4AF}-oc=1

(9) <http://www.elaph.com/ElaphWeb/Economics/2008/6/339246.htm>. Elaph.com a été créé en 2001 par Othman el-Omeir, PDG du groupe de presse Maroc Soir.

Elaph.com : Cisjordanie / La France construira une zone industrielle à Bethléem, 13 juin 2008, [vhttp://www.mediaraabe.info/spip.php?breve1733](http://www.mediaraabe.info/spip.php?breve1733)

(10) Véronique Chemla, *Des donateurs pour l'Etat palestinien grugés, mais toujours généreux*, 23 décembre 2007, <http://www.guysen.com/articles.php?sid=6524>

(11) Vanessa Jones, *Does the American Jewish Committee/France Serve Three Masters?*, 20 juin 2008,

<http://www.frontpagemag.com/Articles/Read.aspx?GUID=093EFF8B-C2C4-46F5-BB44-03335554F2C8>

Itamar Marcus et Barbara Crook :

Strengthening America's Enemies: The ideological allies of a future Palestinian state, 13 mai 2008

Fatah and Hamas use identical symbols to teach children hatred of Israel, 25 mai 2008, [vhttp://www.pmw.org.il/Bulletins_may2008.html#b250508](http://www.pmw.org.il/Bulletins_may2008.html#b250508)

(12) Journal de 20 H d'Antenne 2, le 09 août 1982 - 00h03m22s. http://w1.ina.fr/archivespourtout/index.php?vue=notice&from=fulltext&num_notice=46&cs_page=6&cs_order=0&total_notices=108&mc=synagogue -----

Marc Hecker, *La défense des intérêts de l'Etat d'Israël en France. Avant-propos de Denis Sieffert. Préface de Michel Gurfinkiel. Ed. L'harmattan, 2005. Coll. Inter-National. 124 pages. ISBN : 2 7475 9228 6*

Photo de Marc Hecker : © Véronique Chemla

Autre photo : DR

Article modifié le 25 juin 2008 à 11 h 23

Commentaire:

Vos réactions ici:

redaction@guysen.com

Tous les logos et marques de ce site sont la propriété de leurs ayant droits respectifs.
Droits de reproduction et de diffusion réservés © 2005 Guysen Israël News
(Une publication du groupe © G.I.N)

Site developed by  Stats by 